

M. Pierre DARTOUT

Préfet de Région
Préfecture Provence Alpes Côte d'Azur
Place Félix Baret – CS 80 001
13 282 MARSEILLE Cedex 06

Marseille, 31 juillet 2019

Objet : Plan régional d'Action Sécheresse : obligation de conformité vis-à-vis du SDAGE Rhône Méditerranée

Monsieur le Préfet,

Soucieuse des conséquences du changement climatique sur nos territoires et nos ressources en eau, notre fédération FNE Provence Alpes Côte d'Azur se réjouit de l'approbation du Plan d'Action Sécheresse régional, qui harmonise ainsi les mesures de réduction des arrosages.

Cependant, le PAS régional n'interdit pas l'irrigation en période de crise... ce qui nous semble contraire au SDAGE Rhône Méditerranée 2016/2021, dont l'orientation 7-06 indique que *"le DCR fixe la limite en dessous de laquelle seules les exigences relatives à la santé et la salubrité publique, la sécurité civile, l'alimentation en eau potable qui peuvent faire l'objet de restriction, et aux besoins des milieux naturels peuvent être satisfaites"*.

En cas de sécheresse au niveau de crise, les usages non sanitaires doivent donc être arrêtés. Si on peut admettre l'abreuvement des animaux domestiques comme un usage "sanitaire", il n'en va pas de même de l'irrigation des cultures de production.

Si cette orientation du SDAGE n'est pas respectée, les documents seront fragilisés de fait, puisque obligation est faite aux préfets de prendre des décisions conformes.

Comment ce PAS régional va-t-il être interprété et décliné dans les départements ?

Nos craintes se trouvent alimentées par l'exemple du département des Alpes de Haute Provence. Dans ce département, les dérogations au cours des années précédentes ont été nombreuses... et invalidées par le Tribunal administratif. Le PAS 04 en cours de modification prévoit d'inclure la possibilité de dérogation : c'est là un motif de non-conformité au SDAGE, et donc de contentieux par la suite.

C'est aussi un très mauvais signal envoyé aux gros irrigants : ceux-ci savent désormais qu'ils peuvent continuer à irriguer même en période de déficit important... même au détriment des milieux naturels.

En outre, la procrastination dans le domaine de l'irrigation agricole maintient les agriculteurs dans une situation très précaire, trop dépendante de précipitations de plus en plus aléatoires : cela ne les invite pas à s'adapter au changement climatique à l'œuvre.

Pourtant, les bassins déficitaires avaient été identifiés lors de l'élaboration du SDAGE 2009-2015, soit dès 2005 –

2007. Quels arguments alors opposer encore à la nécessité de changer de modèle pour les exploitations ?

Le PAS régional représentait donc enfin et surtout une occasion de repenser collectivement notre agriculture. FNE Provence Alpes Côte d'Azur et au niveau national France Nature Environnement interpellent depuis longtemps¹ les institutions et les acteurs sur cette nécessité de changer notre modèle agricole et d'accompagner les agriculteurs dans cette évolution. Les Plans d'Actions Sécheresse constituaient une opportunité de lancer cette réflexion collective.

De notre point de vue, le plan d'action sécheresse régional et les plans départementaux lors de leur révision doivent rappeler l'importance de la gestion par bassin versant. Les territoires et leurs acteurs sont à même et doivent définir de façon concertée les différents niveaux de réglementation adaptés à leurs enjeux et capacités spécifiques, sous le double pilotage de l'Etat et des gestionnaires de milieux aquatiques, médiateurs quotidiens de leurs bassins.

Le travail d'animation des acteurs qui doit accompagner la mise en œuvre du PAS régional doit ainsi permettre de mettre en œuvre la solidarité inter-bassins, et notamment de faire comprendre aux bassins bénéficiaires / sécurisés les difficultés ressenties dans les bassins versants en amont.

Confiants dans votre détermination à mettre en œuvre une gestion équilibrée de la ressource en eau, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Gilles Marcel

Président

FNE Provence Alpes Côte d'Azur



¹ Se reporter notamment au communiqué "Adaptation au changement climatique : tous concernés !" de mars 2018, et à la contribution de FNE PACA aux travaux du Comité régional Sécheresse de mars 2019.